

2023 : soyons à jour !



Bonne année Tom ! le 1er janvier est toujours l'occasion de quelques changements ; Sont-ils plus sympathiques que les réformes à venir de l'assurance-chômage et des retraites ?

Mes meilleurs vœux, Chris mais tu as raison, l'année sera chargée. Je peux toutefois commencer en partageant quelques informations utiles.



Tu vas me parler salaires avant qu'on n'attaque les NAO ?



Oui mais ce n'est pas l'ensemble des grilles salariales qui sont revalorisées. Pour cela, il faudra que les négociations de branche et d'entreprises aboutissent. La revalorisation concerne le SMIC puisque son montant brut passe à 1709,28 euros par mois soit 1353 euros nets pour 35 heures hebdomadaires. L'inflation en 2022 a dépassé 6%, sera autour de 7% en mars et les grilles de salaire se tassent. Les cadres sont les moins augmentés en %. Il va falloir être convaincant !



Et le plafond de la sécurité sociale ?

Gelé depuis 3 ans, il augmente de 6,9% et passe ainsi à 43 992 euros par an (PASS) soit 3 666 euros par mois. Note que les bons d'achat offerts par ton CSE pourront désormais monter jusqu'à 183 euros, une hausse de plus de 10 euros.



Certains CSE versent aussi une aide au titre des services à la personne

C'est exact. Depuis le 1er janvier 2023, le montant maximal pour les gardes d'enfants et autres services à la personne est fixé à 2301 euros par an et par bénéficiaire. Tu cites les CSE mais l'employeur peut aussi proposer un avantage de ce type.





Dis-moi Tom, la hausse du plafond de la sécurité sociale a bien d'autres impacts ?

En effet. Les hausses du PASS et du SMIC entraînent automatiquement la revalorisation de plusieurs plafonds à commencer par celui des indemnités journalières en cas de maladie qui est désormais de 50,58 euros par jour et de celles en cas de maternité qui passent à 95,22 euros par jour.



J'ai encore entendu parler de forfait pour les véhicules électriques

Tu es très à l'écoute ! Il existe effectivement un dispositif prolongé jusqu'au 31 décembre 2024 soit deux ans. C'est un avantage en nature qui n'est pas pris en compte : le bénéfice de cette exception devait initialement s'éteindre fin 2022. Il consiste en la mise à disposition par l'employeur d'un véhicule électrique et d'une borne de recharge.

Pour le véhicule, un abattement de 50% intervient sur l'avantage global et le montant de l'avantage est plafonné à 1 800 euros par an. De plus, l'électricité payée par l'employeur n'entre pas en compte dans le calcul de l'avantage.



As-tu d'autres nouvelles sympathiques ?

Un mot pour nos jeunes stagiaires ! Eux aussi vont profiter de la revalorisation du plafond de la sécurité sociale. Rappelle-toi que tout stage d'une durée supérieure à 2 mois consécutifs ou d'une durée au moins égale à deux mois sur l'année scolaire ou universitaire doit obligatoirement donner lieu à une gratification.

Quand aucun accord de branche ne la fixe, cette gratification est au moins égale à 15% du plafond horaire de la sécurité sociale par heure de stage effectuée soit 4,05 euros par heure en amélioration des 3,90 euros connus ces trois dernières années. La gratification n'est assujettie à aucune cotisation, pas même CSG/CRDS (il faut dire que ce ne sont que 4 euros...). Ce n'est pas le cas de ce que l'employeur souhaitera verser en plus aux stagiaires méritants.

